



Industrie
Canada

Industry
Canada

Micro

Volume 9, Numéro 1
Hiver/Printemps 2003

Bulletin de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique

Numéro sur les RIM

Dans ce numéro ...

- **Table ronde de spécialistes sur : Faire du Canada la destination de choix des ressources internationalement mobiles**
- **Infrastructure politique nationale et investissement étranger direct**
- **Volume sur la productivité : Les enjeux de la productivité au Canada**

Les ressources internationalement mobiles : Table ronde d'Industrie Canada

À une époque où la mondialisation ne cesse de progresser et où les nations rivalisent pour obtenir des intrants, les facteurs de production sont de plus en plus mobiles. Le Canada est en concurrence directe avec les États-Unis pour attirer les ressources internationalement mobiles (RIM) — l'investissement étranger direct, la main-d'œuvre qualifiée et l'activité innovatrice. Pour soutenir une robuste croissance économique, le Canada doit maintenir un environnement économique hautement concurrentiel en vue d'attirer et de conserver les RIM. Industrie Canada a organisé une table ronde de spécialistes canadiens et américains pour examiner les principaux enjeux sur les plans de la recherche et des politiques liés au thème des RIM. Dans ce numéro de *Micro* nous présentons les points saillants de la table ronde d'Industrie Canada, tenue à Ottawa le 5 septembre 2002, sur le thème *Faire du Canada la destination de choix des ressources internationalement mobiles*.

Les liens économiques nord-américains... ... et la productivité

Les liens nord-américains influent aussi sur l'investissement étranger direct (IED), qui demeure l'un des volets du défi que doit relever le Canada pour attirer les RIM. Dans un document de travail d'Industrie Canada, Steven Globerman et Daniel Shapiro analysent les rapports entre l'infrastructure politique nationale — les investissements dans la gouvernance politique, économique et juridique — et l'accroissement des flux d'IED. Cette étude sera bientôt disponible sur le site http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/02a.html.

Dans un autre programme de recherche qui touche de près la question aux liens économiques nord-américains, Industrie Canada a parrainé diverses études visant à approfondir nos connaissances sur la performance du Canada au chapitre de la productivité, notamment par rapport aux États-Unis. Ces études sont disponibles dans *Les enjeux de la productivité au Canada*, le dernier volume publié dans la collection des Documents de recherche d'Industrie Canada. On peut consulter un résumé de ce volume sur le site <http://strategis.ic.gc.ca/SSFG/ra01842f.html>.

MICRO sera dorénavant publié à tous les six mois. Chaque numéro traitera d'un thème particulier de la recherche sur les politiques. Les opinions exprimées dans ces articles, dans les discussions en table ronde et dans les publications sont celles des auteurs et ne traduisent aucunement la position d'Industrie Canada ou celle du gouvernement du Canada.

Hiver/Printemps 2003

Canada

Table ronde d'Industrie Canada

Les ressources internationalement mobiles : Faire du Canada la destination de choix

Le 5 septembre 2002, Industrie Canada a organisé une table ronde sur le thème : « Les ressources internationalement mobiles : Faire du Canada la destination de choix ». Les ressources internationalement mobiles (RIM), qui englobent la main-d'œuvre, le capital productif et les investissements en connaissances, jouent un rôle important dans la croissance économique, et la concurrence internationale en vue d'obtenir ces facteurs a contribué à accroître leur mobilité transfrontière. Les politiques visant à attirer et à conserver les RIM au Canada requièrent une meilleure compréhension des facteurs qui dictent les décisions relatives à la localisation des RIM. La tenue de cette table ronde visait à élaborer un programme de recherche sur les RIM qui concourrait à une telle compréhension.

L'allocution d'ouverture de Keith Head et John Ries, de l'Université de la Colombie-Britannique, intitulée

Les ressources internationalement mobiles (RIM) sont les intrants employés dans le processus de production — le travail, le capital productif et le capital de connaissances — qui franchissent de plus en plus facilement les frontières nationales.

« Making Canada the Choice of Internationally Mobile Resources », a servi de mise en contexte pour la table ronde. Ce document de synthèse résumait les grandes questions de politique et certains des principaux enjeux de la recherche :

a) Quels avantages la présence des RIM apporte-t-elle à l'économie d'accueil, en tenant compte des considérations relatives aux retombées locales, aux retombées dans l'ensemble de l'économie et à la formation de grappes?

b) Quels facteurs déterminent les décisions de localisation des RIM? Notamment, où les entreprises multinationales (EM) choisissent-elles d'établir leurs activités de recherche-développement (R-D) et de faire les dépenses connexes, et quels facteurs influent sur ces décisions?

c) Quels instruments de politique offrent un bon ratio coût-efficacité le Canada peut-il utiliser pour attirer et conserver les RIM?

La table ronde comportait quatre séances : 1) Les entreprises multinationales et l'investissement étranger direct. 2) La mobilité du travail. 3) La mobilité des connaissances, la R-D intérieure et les activités innovatrices. 4) Le capital financier, la disparition des entreprises et les éléments d'interdépendance des RIM.

Les entreprises multinationales : Formulation des politiques et régionalisme

Les entreprises multinationales (EM), qui sont à l'origine de la presque totalité de l'investissement étranger direct (IED) et du commerce dans le monde, occupe une place importante dans toute analyse des RIM. Les cent plus grandes EM comptent pour l'essentiel de ces échanges internationaux et de l'IED. Les forces économiques — comme l'abondance des facteurs de production, les économies d'échelle et les coûts du commerce et des transactions — influent sur

les décisions d'investissement et de localisation des travailleurs et des entreprises, dont les EM. Les politiques gouvernementales ont aussi une incidence sur le comportement et les activités des entreprises et des travailleurs par le biais de la fiscalité, des subventions, de la réglementation, de l'éducation et des infrastructures.

Il est donc important de comprendre comment les politiques gouvernementales peuvent toucher les décisions d'investissement (étranger direct) et les activités de R-D

L'investissement étranger direct est constitué des dépenses en nouveau capital matériel (investissement en installations nouvelles), de l'expansion du capital matériel existant (investissement dans des installations existantes) et des fusions et acquisitions (F et A) (changement de propriété des avoirs).

des EM. En 2000, le Canada a reçu 4,5 p. 100 du stock d'IED entrant dans l'ensemble de l'OCDE, ce qui, selon Keith Head de

MICRO est un bulletin consacré aux résultats de la recherche micro-économique, publié par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, d'Industrie Canada. Des résumés des documents de recherche d'Industrie Canada et le texte intégral des documents de travail, des documents hors série, des documents de discussion et de *MICRO* peuvent être consultés sur STRATEGIS, le site d'information commercial en direct du Ministère, à <http://strategis.gc.ca/recherche>. Pour plus d'information au sujet de nos publications de recherche ou pour en commander, veuillez communiquer avec la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, Industrie Canada, 5^e étage, Tour ouest, 235, rue Queen, Ottawa (ON) K1A 0H5. Téléphone : (613) 952-5704; courriel : micro.news@ic.gc.ca; télécopieur : (613) 991-1261. ISSN 1198-3558. Convention de Postes Canada n° 181-5199.

l'Université de la Colombie-Britannique, est 39 p. 100 supérieur à ce que l'on aurait pu prévoir en fonction de la taille relative du pays. Cependant, la bonne performance du Canada sur le plan de l'IED se double d'une piètre tenue au chapitre de la R-D, ce qui laisse penser que les multinationales étrangères qui investissent au Canada choisissent de façon disproportionnée d'établir leurs activités de recherche ailleurs. Par contre, la Finlande, un pays beaucoup plus petit que le Canada, a attiré un niveau croissant d'IED et de R-D et semble émerger comme un véritable tigre du Nord.

Les EM et la formulation des politiques

Une question fondamentale qui se pose dans ce domaine de politique est de savoir si le Canada devrait privilégier des politiques visant à attirer les RIM de propriété étrangère ou des politiques visant à conserver les RIM de propriété locale. Larry Schembri, de la Banque du Canada, affirme que nous avons besoin d'un cadre de politique axé sur le maintien des RIM au pays, au lieu de tenter d'attirer de nouvelles RIM de l'étranger. Selon lui, les RIM de propriété étrangère qui commandent des rendements élevés sont déjà présentes au Canada, tandis que des entreprises locales pourraient reproduire les contributions potentielles de nouvelles RIM de propriété étrangère.

L'auteur est d'avis que, pour attirer et conserver les RIM, le Canada devra abaisser ses impôts, continuer de viser des cibles de faible inflation, améliorer ses services de santé et d'éducation et poursuivre les initiatives de libre-échange sur les plans international et interprovincial. Eugène Beaulieu, de l'Université de Calgary, partage ce point de vue et

« ... les entreprises multinationales devraient être considérées comme des organisations intelligentes. »

— Wendy Dobson

préconise en outre une baisse des impôts et un accroissement des investissements en éducation. Il note qu'un ensemble de politiques fiscales concurrentielles accroîtrait le nombre d'installations de production au Canada et que des investissements en éducation souligneraient la volonté du Canada de soutenir les RIM. L'auteur suggère de continuer à évaluer la quantité et la qualité des retombées des RIM dans l'économie canadienne. Des recherches supplémentaires sont requises pour estimer les gains sociaux que retire le Canada de l'IED, les répercussions de la concurrence sur le plan interprovincial, l'impact de la politique gouvernementale sur les flux de RIM et les effets de l'intégration du marché nord-américain sur ces flux.

Beaulieu ne partage pas l'avis de Schembri sur l'évaluation des modifications requises à certaines politiques non-économiques pour attirer et conserver les RIM. Schembri estime que les responsables des politiques ont changé de perspective au sujet de l'IED au Canada, en passant de la méfiance à l'acceptation, ce qui incite davantage les entreprises étrangères à investir au Canada qu'autrefois. Cependant, l'auteur souligne que certaines politiques gouvernementales créent encore des obstacles parce qu'elles alimentent un climat d'incertitude pour les investisseurs. Il cite en exemple les industries de l'Alberta et du Sud de l'Ontario qui s'inquiètent des effets potentiels de la ratification par le Canada du Protocole de Kyoto.

Wendy Dobson, de l'Université de Toronto, considère les EM comme des organisations intelligentes. Elle affirme qu'une analyse des facteurs qui dictent les décisions des EM pourrait faire la lumière sur le paradoxe de la contre-performance du Canada sur le plan de la R-D et de sa tenue remarquable sur le plan de l'IED d'une façon que ne permet pas une analyse traditionnelle des EM envisagées comme des « boîtes noires ». En outre, si la présence de bons concurrents, de fournisseurs, de clients et d'un bassin local de compétences en gestion a un effet sur ce que les EM peuvent apprendre dans un pays par rapport à un autre, cela pourrait influencer leurs décisions de localisation. La recherche en cours à la Rotman School of Management, de l'Université de Toronto, tente d'éclaircir ces questions.

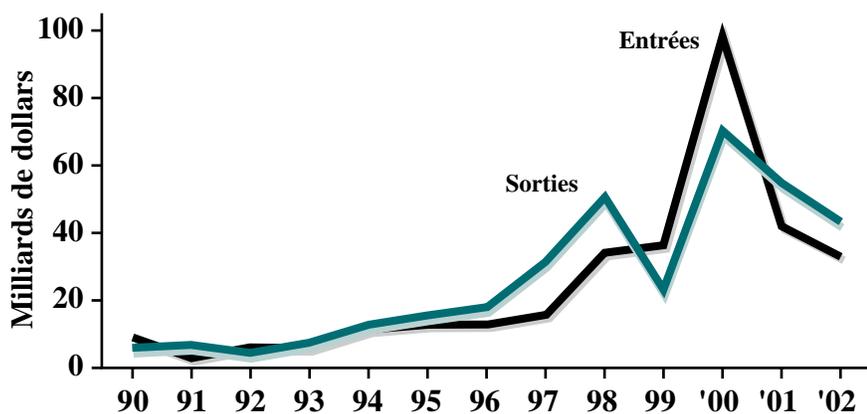
Régionalisme et mondialisation

Les accords de libre-échange régionaux constituent un exemple de la façon dont la politique gouvernementale peut influencer sur les décisions des EM en matière d'investissement. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange (ALE) et de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les flux d'IED entrant et sortant du Canada ont augmenté de façon significative. Alan Rugman, de l'Université de l'Indiana, a montré comment les accords de libre-échange avaient haussé l'IED intra-régional au sein de trois blocs commerciaux régionaux : l'ALENA, l'Union européenne (UE) et les pays asiatiques. Cependant ces augmentations n'ont pas été significatives. La part de l'IED intra-régional n'a augmenté que de 20 points de pourcentage dans la zone de l'ALENA et la région de l'Asie sur la période 1986-1999 et de seulement 10 points de pourcentage dans le bloc de l'UE. Rugman est d'avis que ce phénomène correspond davantage à la régionalisation qu'à la mondialisation. En guise de corollaire, il fait observer que les entreprises utilisent le commerce pour pénétrer les marchés entre les blocs commerciaux régionaux, tandis qu'ils ont recours à

« Les RIM de propriété étrangère au Canada contribuent généralement à améliorer le bien-être en haussant la productivité des facteurs locaux et la demande pour ces facteurs et en engendrant des retombées par la création d'économies d'agglomération externes. »

— Larry Schembri

Flux d'IED entrant et sortant du Canada



Source : Compilations d'Industrie Canada à partir de données de Statistique Canada.

l'IED pour avoir accès aux marchés internes de ces blocs régionaux. Par ailleurs, un cinquième seulement des cent plus grandes EM sont d'envergure « mondiale » au sens où leur part des ventes inter-régionales dépasse 20 p. 100.

Le régionalisme favorisé par les accords de libre-échange pourrait limiter nos chances de voir augmenter notre part du commerce avec l'Europe, selon Keith Head et John Ries, de l'Université de la Colombie-Britannique. Les auteurs sont d'avis que les États-Unis demeureront notre principale source d'IED et que les

entreprises centraliseront leur production dans leur pays d'origine ou planteront des succursales à mesure que les barrières tarifaires tomberont. Edward Safarian, de l'Université de Toronto, a cependant exprimé une mise en garde contre cette vision pessimiste, en notant que les entreprises américaines avaient réagi aux baisses tarifaires du Kennedy Round en 1967 en modernisant leurs gammes de produits à l'étranger, plutôt qu'en fermant leurs établissements de production dans les autres pays. Il a aussi souligné que la part de l'industrie canadienne détenue par des

intérêts étrangers et la part du Canada dans l'IED mondial avaient diminué depuis l'entrée en vigueur de l'ALE et de l'ALENA. Puisque les EM réussissent généralement mieux à évaluer les préférences des consommateurs entre diverses régions, les décisions d'investissement pourraient s'expliquer par la variété et la spécialisation de leurs produits.

Attirer des RIM dans les régions du Canada demeure l'un des principaux défis sur le plan des politiques, selon Donald Wagner, de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Son analyse a révélé une asymétrie dans la mobilité des ressources au Canada même. La région de l'Atlantique reçoit une part excessivement limitée des investissements en R-D et de l'IED total par rapport aux autres régions du pays. Les politiques gouvernementales devraient promouvoir la formation de grappes industrielles dans les régions à faible densité démographique et examiner les besoins liés à la survie des entreprises établies en région éloignée. L'expérience de pays tels que l'Irlande, la Finlande et Singapour pourrait révéler des choses utiles. En conclusion, Wagner souligne l'importance de déterminer ce que les gouvernements pourraient faire en vue d'appuyer les entreprises établies en région éloignée, de voir si les grappes sont un phénomène qui prend de l'importance et de préciser les raisons à l'origine de la formation de grappes de R-D dans les grands centres économiques.

Le capital humain : Mobilité et R-D

La mobilité du capital humain — le mouvement de la main-d'œuvre hautement qualifiée — est une question importante pour l'étude des RIM. Une main-d'œuvre bien formée et scolarisée permet d'attirer et de conserver des entreprises concurrentielles, ce qui crée en retour des possibilités d'emploi à long terme. L'investissement des entreprises en capital matériel, en formation, en innovation et en recherche-développement (R-D) améliore la productivité et attire de la main-d'œuvre hautement qualifiée, venant ainsi clore ce cercle vertueux.

Toute politique à l'égard des RIM devrait tenir compte des relations de complémentarité entre la mobilité du capital humain et

l'IED, la R-D et le commerce — un point souligné par Dwayne Benjamin, de l'Université de Toronto.

La mobilité du capital humain — « L'exode des cerveaux » et « l'échange des cerveaux »

La perte de travailleurs hautement qualifiés est depuis longtemps une question qui préoccupe les responsables des politiques dans le monde. Au Canada, cette préoccupation est en bonne partie centrée autour de la question de « l'exode des cerveaux »

vers les États-Unis. Le fait que le Canada voit partir une part disproportionnée de travailleurs hautement qualifiés et très bien rémunérés vers le marché américain a aussi des conséquences sur le plan des recettes fiscales, lesquelles servent à financer les initiatives gouvernementales dans des domaines tels que l'éducation et le développement des infrastructures, qui contribuent à attirer et à conserver les RIM.

Selon Benjamin, le Canada perd davantage qu'un certain nombre de diplômés par suite de l'émigration des Canadiens, parce que le capital humain représente des compétences entrepreneuriales au-delà de l'éducation et des connaissances. Simple-ment accroître le ratio des immigrants

« Nous devrions mettre de côté les raisons pour lesquelles les Canadiens s'en vont aux États-Unis et nous intéresser plutôt aux facteurs qui influent sur la mobilité des Américains dans leur propre pays. »

— Dwayne Benjamin

hautement qualifiés pour contrer l'émigration ne constitue pas une solution puisque le capital humain des immigrants n'est pas un substitut parfait du capital humain des ressortissants du pays. Les travailleurs possèdent aussi des connaissances propres à une entreprise et à la culture locale qui renforcent les retombées économiques et haussent les coûts inhérents à leur départ du pays. En conséquence, les données nettes sur l'immigration, qui représentent le solde de l'immigration et de l'émigration, sous-estiment vraisemblablement les coûts sociaux de la mobilité du travail. Cependant, ces coûts sont difficiles à formaliser dans des modèles et à quantifier à l'aide de données.

Pour élaborer des politiques judicieuses, il faut en arriver à une meilleure compréhension des coûts et des avantages sociaux de la mobilité du travail. Une bonne compréhension des profils d'établissement des migrants et des raisons à l'origine de leur migration serait utile en ce sens. Benjamin souligne que les migrants canadiens aux États-Unis s'établissent généralement aux mêmes endroits que les migrants américains venant d'autres États. Par conséquent, une étude des facteurs qui influent sur la mobilité des Américains dans leur propre pays viendrait jeter un éclairage supplémentaire sur « l'exode des cerveaux » entre le Canada et les États-Unis. Benjamin note aussi le besoin de disposer de données sur les flux migratoires par profession afin de faciliter ces travaux de recherche.

Une étude des personnes qui partent du Canada ou qui y restent éclairerait les questions relatives à la mobilité du capital humain auxquelles font face les décideurs. Elle préciserait quelles personnes demeurent au Canada, lesquelles quittent le pays et quels genres de politiques permettraient vraisemblablement d'attirer et de garder au pays la main-d'œuvre qualifiée. Selon Don DeVoretz, de l'Université Simon Fraser, il serait logique d'examiner les stocks et les flux de personnes hautement scolarisées

qui viennent et partent du Canada et qui participent ainsi à « l'échange des cerveaux ». DeVoretz est un spécialiste de l'étude de l'échange des cerveaux, qu'il présente comme une notion plus simple pour examiner la question de la mobilité en raison de l'abondance de données et d'études publiées sur les personnes qui viennent au Canada, qui en partent et qui y demeurent. Selon DeVoretz, le Canada, en tant que nation, est pour ainsi dire un entrepôt de capital humain. Beaucoup d'immigrants au Canada possèdent déjà un certain capital humain, tandis que d'autres souhaitent acquérir un tel capital. Le Canada a réussi à attirer des travailleurs hautement qualifiés. Le problème réside toutefois dans les politiques qui doivent être mises en œuvre pour les garder ici.

DeVoretz affirme aussi que certaines politiques au Canada ne contribuent pas toujours à attirer et à conserver des travailleurs hautement qualifiés. Il a examiné plus précisément la formation linguistique et les politiques de citoyenneté. Le Canada est une destination attrayante pour les immigrants qui souhaitent développer et monnayer leur capital humain parce qu'il offre deux services clés. Le premier est la formation linguistique gratuite à toute personne qui a besoin de connaître une langue officielle pour avoir accès à un emploi ou acquérir une formation de haut calibre. Le second est un passeport assorti de la citoyenneté canadienne. La gratuité de la formation linguistique renforce l'incitation à immigrer au Canada; par contre, la citoyenneté donne aux immigrants la possibilité de se déplacer librement vers d'autres marchés.

L'élaboration des politiques devrait aussi tenir compte de la perte de travailleurs hautement qualifiés et de travailleurs de la R-D qui est associée au phénomène de la disparition des entreprises — lorsqu'une entreprise de propriété canadienne ou étrangère déménage son siège social hors du Canada et provoque du même coup une perte d'emplois de grande valeur. La disparition des entreprises et la perte concomitante de compétences de haut calibre en gestion ont progressé de façon dramatique avec l'augmentation du nombre de nouvelles entreprises de haute technologie. Larry Schembri, de la Banque du Canada, affirme toutefois que la recherche dans ce domaine devrait mettre l'accent sur les activités des entreprises plutôt que sur les mouvements des sièges sociaux (c'est-à-dire les mouvements des hauts dirigeants et du personnel de R-D).

Choix en matière de localisation de la R-D

Le Canada est sous la moyenne de l'OCDE pour ce qui est d'attirer des activités de R-D privées. Les États-Unis, l'Allemagne et le Japon représentent collectivement 72 p. 100 de la R-D financée par l'industrie au sein de l'OCDE, ce qui révèle une répartition des activités de R-D fortement biaisée. Le Canada représentait 3,3 p. 100 du revenu national brut (RNB) de l'OCDE en 2000, mais il comptait près de 6 p. 100 des travailleurs ayant une formation postsecondaire au sein de l'OCDE. Par ailleurs, le Canada n'avait que 2,6 p. 100 des diplômés universitaires de l'OCDE, ce qui est inférieur à sa part du RNB.

Le mouvement des connaissances au-delà des frontières nationales et la production de R-D et d'activités innovatrices sur le marché intérieur sont tributaires de facteurs tels que la propriété étrangère, les stimulants à la R-D et la formation de grappes. Jeff Bernstein, de l'Université Carleton, affirme que la transmission de nouvelles connaissances entre différents endroits

« ... il n'est pas approprié d'examiner les stimulants fiscaux à la R-D en faisant abstraction de l'incidence globale du régime fiscal d'une nation. »

— Iain Cockburn

peut être aussi importante que la création de produits et de procédés nouveaux — ce qui atténue la distinction entre l'introduction et l'adoption de nouvelles idées. L'auteur a examiné les effets des retombées de la R-D, qui permettent à d'autres personnes et groupes, même outre-frontière, de profiter des avantages d'une innovation. Pour saisir les avantages des retombées internationales sur le plan du savoir, il faut cependant que la R-D locale soit « de la partie », car les retombées internationales ne sont pas des substituts parfaits de la R-D locale. Par conséquent, les retombées internationales pourraient réduire la nécessité d'attirer des RIM et, du même coup, les RIM pourraient servir de canal de transmission des retombées.

Le choix de l'emplacement des activités de R-D est influencé non seulement par des stimulants fiscaux spécifiques, mais aussi par l'ensemble du régime fiscal d'un pays. Ce point a été souligné tant par Jeff Bernstein que par Iain Cockburn, de l'Université de Boston. Bernstein est arrivé à la conclusion que le Canada doit chercher à mieux comprendre les déterminants des décisions touchant à la localisation internationale de la R-D, notamment au niveau des stimulants fiscaux. Cockburn a analysé certains des

« ...L'emplacement peut conférer une prime de croissance ou, au contraire, imposer une pénalité de stagnation. »

— Maryann Feldman

facteurs qui pourraient influencer sur le choix de l'emplacement de la R-D fait par les EM. Selon lui, le phénomène important, mais mal compris, de la « formation des grappes » nécessite des recherches supplémentaires. La décision récente de la société Novartis de déménager l'ensemble de ses activités mondiales de développement de médicaments de Bâle à Cambridge, au Massachusetts, illustre l'influence significative des grappes. Le rôle des droits de propriété intellectuelle (PI) devrait aussi faire l'objet de plus de recherche. Cependant, Cockburn souligne qu'il est difficile de prouver l'existence d'un lien positif entre des règles de PI plus rigoureuses et l'investissement en R-D, quoique l'on devrait s'efforcer de promouvoir des institutions assurant un traitement plus rapide, de meilleure qualité et moins coûteux de la PI. À titre d'exemple, il a recommandé que le Canada envisage d'accepter automatique-

ment les brevets accordés aux États-Unis dans le cadre d'une procédure nationale rapide et peu coûteuse.

Le rôle des entrepreneurs dans le processus de formation des grappes et les activités de R-D nécessite aussi un effort de recherche supplémentaire, selon Maryann Feldman, de l'Université John Hopkins. L'auteure considère les entrepreneurs comme des agents clés de la formation des grappes, mais l'importance de leur rôle dans ce processus est encore mal comprise et modélisée. La politique de l'État influe sur la formation des grappes parce que les grandes institutions repères, comme les laboratoires gouvernementaux et les universités, caractérisent les grappes. Ces institutions engendrent des externalités qui favorisent la circulation des idées, la création de bassins d'entrepreneurs et les investissements en R-D et en activités innovatrices.

Prochaines étapes...

John Ries a clos la table ronde sur les RIM en présentant une liste de thèmes pour la recherche future : les avantages directs et indirects de l'IED entrant et sortant, les retombées bénéfiques de l'IED, les déterminants des choix relatifs à l'emplacement de la R-D, les retombées transfrontières de la R-D, le rôle des grappes industrielles pour ce qui est d'attirer et de conserver l'IED et la R-D, les déterminants clés de la formation des grappes industrielles,

les complémentarités entre l'IED, la R-D et l'offre de main-d'œuvre spécialisée, l'impact des stratégies des EM sur les entreprises et la main-d'œuvre locales, les accords commerciaux internationaux et les enjeux au plan des politiques, les rendements sociaux de l'enseignement supérieur et, enfin, les causes et les conséquences d'une plus grande mobilité de la main-d'œuvre.

En consultation avec ses partenaires, les participants à la table ronde et les auteurs du document de synthèse, Industrie Canada dressera une liste de priorités parmi les sujets de recherche liés aux RIM et lancera une invitation à ceux et celles qui seraient intéressés à en faire l'étude.

Document de travail d'Industrie Canada n° 37 : Infrastructure politique nationale et investissement étranger direct

Un consensus émerge parmi les décideurs sur le fait que la performance économique d'un pays est fortement influencée par son environnement politique, institutionnel et juridique — ce qu'on appelle l'infrastructure politique nationale (IPN). L'IPN est constituée des investissements dans un régime efficace de gouvernance politique, économique et juridique et, bien que ce domaine soit largement considéré comme étant du ressort de l'État dans la plupart des pays, il influe néanmoins sur le niveau et l'efficacité de l'investissement étranger direct (IED).

Puisqu'il est connu que l'IED a un effet positif sur la croissance et la productivité, il importe d'examiner l'incidence de l'IPN sur les flux d'IED. Steven Globerman, de l'Université Western Washington, et Daniel Shapiro, de l'Université Simon Fraser, ont élaboré six nouveaux indices de l'infrastructure politique afin d'étudier les effets de l'IPN sur les flux entrant et sortant d'IED dans un vaste échantillon de pays développés et en développement. Leurs résultats sont présentés dans le Document de travail n° 37 d'Industrie Canada, intitulé *Infrastructure politique nationale et investissement étranger direct*. Dans cette étude, Globerman et Shapiro ont analysé l'importance relative de l'IPN et d'autres formes d'investissement dans l'infrastructure non matérielle, par exemple la santé, l'éducation et l'environnement, pour les flux d'IED.

L'analyse révèle que l'effet de l'infrastructure de gouvernance sur les flux d'IED diminue à mesure qu'augmente la taille d'une économie. Ce résultat incite à penser que les pays en développement ont le plus à retirer des améliorations sur le plan de la gouvernance. Le modèle de Globerman et Shapiro confirme que les investisseurs étrangers sont d'abord attirés par les grandes économies nationales, mais la gouvernance n'est pas un facteur déterminant aussi important des flux entrant d'IED dans les pays développés. Les améliorations apportées sur le plan de la gouvernance dans les grandes économies ont tout de même un impact positif car elles créent des conditions propices pour les entreprises nationales souhaitant prendre de l'expansion à l'étranger.

« Notre conclusion peut-être la plus importante est que la gouvernance politique est importante et qu'une meilleure gouvernance politique n'oblige pas les gouvernements à faire de gros investissements publics. »

— Steven Globerman et Daniel Shapiro

Parmi les indicateurs de gouvernance examinés, le fardeau de la réglementation et l'efficacité des opérations gouvernementales sont les deux déterminants les plus importants des flux d'IED. Dans les pays relativement petits et pauvres, l'ouverture des marchés entraîne une augmentation des flux d'IED entrant. Bien que les flux d'IED sortant ne soient pas liés à une meilleure infrastructure d'éducation, les données disponibles indiquent qu'une amélioration de l'indice du développement humain dans un pays contribue généralement à hausser le niveau d'IED entrant. Par conséquent, les améliorations au chapitre de l'éducation pourraient avoir un effet positif net. L'étude révèle aussi qu'il n'y a pas de preuves démontrant que la réglementation et d'autres conditions axées sur un environnement durable entraînent une fuite de capitaux.

L'examen de l'IED sortant des États-Unis révèle que les choix d'une entreprise en matière de localisation de l'IED découlent d'un processus décisionnel en deux étapes. À la première étape, l'entreprise sélectionne des pays candidats aux fins de l'IED. À la seconde étape, elle décide du niveau d'investissement qui ira dans chaque pays sélectionné. L'IPN est un facteur important pour figurer sur la liste des pays sélectionnés, mais le niveau d'IED sera davantage influencé par divers éléments de l'indice de développement humain : les pays qui ont un meilleur score sur les plans de la santé, de la richesse et de l'éducation obtiendront une plus grande part de l'IED.

Dans les industries de haute technologie, l'infrastructure de gouvernance est moins importante que la richesse et le

capital humain au cours de la première étape de sélection des pays candidats. Les données sur l'IED sortant des États-Unis montrent que le lien entre le montant d'IED et la richesse, le capital humain, la langue, et l'infrastructure de télécommunications est plus étroit dans les industries de haute technologie que dans l'ensemble de l'échantillon des industries.

Les résultats de Globerman et Shapiro mettent en doute l'hypothèse voulant que le Canada reçoive plus d'IED que la moyenne à cause de sa proximité géographique avec les États-Unis. Pour un pays de taille et d'infrastructure comparables, le Canada reçoit moins d'IED mais montre des flux d'IED sortant plus élevés que ne le prédit leur modèle. Les auteurs estiment que des recherches supplémentaires pourraient faire ressortir des caractéristiques singulières de l'économie américaine qui contribuent à réduire l'attrait du Canada pour l'IED des autres pays prennent la destination du marché nord-américain.

Les données de Globerman et Shapiro montrent aussi qu'une amélioration de l'infrastructure politique contribue au « cercle vertueux » de la croissance économique, notamment dans les pays en développement. En outre, dans l'optique d'un renforcement des accords régionaux sur le commerce et l'investissement, les grappes d'États nations qui ressortent comme bénéficiaires de certains types d'investissements étrangers peuvent profiter de l'harmonisation de certains aspects de leur infrastructure politique au niveau de l'ensemble du groupe.

Document de recherche d'Industrie Canada : Les enjeux de la productivité au Canada

La croissance de la productivité est le déterminant fondamental de l'amélioration à long terme du revenu réel et du niveau de vie. Le ralentissement de la croissance de la productivité au Canada et l'écart croissant de productivité avec les États-Unis ont donc suscité beaucoup d'intérêt au niveau de la recherche et alimenté le débat public. Ce ralentissement a débuté en 1973 avec le premier choc des prix pétroliers, alors que la croissance de la productivité a fortement diminué dans tous les pays de l'OCDE, dont le Canada. De plus, tout au long des années 90, la croissance de la productivité au Canada a sensiblement tiré de l'arrière sur celle de son plus important partenaire commercial, les États-Unis.

Les enjeux de la productivité au Canada est un recueil d'études parrainées par Industrie Canada en vue de mieux comprendre les aspects dynamiques de la croissance de la productivité au Canada et les raisons qui expliquent la piètre tenue relative du Canada au chapitre de la productivité depuis deux décennies. Someshwar Rao d'Industrie Canada, et Andrew Sharpe, du Centre d'étude des niveaux de vie, ont dirigé la publication de ce plus récent ouvrage à paraître dans

Principales constatations qui ressortent du volume sur la productivité :

- L'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis s'est creusé au cours des deux dernières décennies, alors que la croissance de la productivité totale des facteurs aux États-Unis a été plus rapide qu'au Canada.
- Dans les années 90, deux industries (électronique et autres matériels électriques, et machines et matériels industriels) ont été responsables de la plus grande partie de l'écart croissant de productivité entre le Canada et les États-Unis.
- Les « trois principaux » déterminants/leviers de la productivité ont été l'investissement en machines et en matériel, le développement du capital humain et l'ouverture au commerce et à l'investissement.
- Au cours de la période 1989–1995, les réductions tarifaires dans le cadre de l'ALE et de l'ALENA ont haussé la productivité du travail de 0,6 p. 100 dans le secteur manufacturier canadien et de 3,2 p. 100 dans les industries les plus touchées.
- Entre 1985 et 1995, la productivité multifactorielle dans les entreprises sous contrôle canadien a été, en moyenne, de 19 p. 100 inférieure à celle des entreprises sous contrôle étranger au Canada.
- Les industries de services, par exemple le commerce et les services financiers, commencent enfin à afficher une meilleure croissance de la productivité par suite des investissements considérables faits dans les technologies de l'information.

la collection des Documents de recherche d'Industrie Canada.

Les 25 études publiées dans cet ouvrage sont regroupées en six sections : tendances et déterminants de la productivité; innovation

et productivité; investissement et productivité; liens à l'échelle mondiale et productivité; productivité dans la nouvelle économie; aspects sociaux de la productivité.

RECHERCHE ET PUBLICATIONS D'INDUSTRIE CANADA

PARUTIONS RÉCENTES

Document de travail n° 36 : *Investissement étranger direct et formation intérieure de capital*
par Walid Hejazi et Peter Pauly

Document de travail n° 37 : *Infrastructure politique nationale et investissement étranger direct*
par Steven Globerman et Daniel Shapiro

Document de discussion n° 12 : *Le boom économique irlandais : les faits, les causes et les leçons*
par Pierre Fortin

Moniteur du commerce et de l'investissement 2002

À PARAÎTRE

COLLECTION DOCUMENTS DE RECHERCHE D'INDUSTRIE CANADA

Volume 11 : *Les liens en Amérique du Nord : Occasions et défis pour le Canada*

Directeur général de la publication : Richard G. Harris

COLLECTION DOCUMENTS DE DISCUSSION

Document de discussion n° 11 : *Politique sociale et croissance de la productivité : quels sont les liens?*
par Richard G. Harris

Document de discussion n° 13 : *Les services dans la nouvelle économie : enjeux en matière de recherche*
par Brian R. Copeland

CONFÉRENCIERS ÉMINENTS

25 avril 2003 **Michel Poitevin**, Université de Montréal, sur *La progressivité des paiements de péréquation dans les fédérations*

2 mai 2003 **Alan Krueger**, Université Princeton,
À préciser

16 mai 2003 **Avinash K. Dixit**, Université Princeton,
À préciser

30 mai 2003 **Arvind Panagariya**, Université du Maryland,
À préciser

13 juin 2003 **Edward Prescott**, Université du Minnesota,
sur *Pourquoi les Américains travaillent-ils autant et les Européens si peu?*

Printemps ou
été 2003 **James M. Poterba**, Massachusetts
Institute of Technology,
À préciser

Des détails sur les conférences données antérieurement dans le cadre de la série des Conférenciers éminents figurent sur le site web d'Industrie Canada :
<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/ra01774f.html>.

PUBLICATIONS

Visitez notre site web à
strategis.gc.ca/recherche
pour consulter ou
télécharger le texte intégral de Micro
et des publications de recherche de la
Direction générale de l'analyse
de la politique micro-économique.

Madame, Monsieur,

Dans le cadre des engagements auxquels souscrit Industrie Canada, c'est-à-dire brancher les Canadiens et rendre les gouvernements accessibles en ligne, le Programme des publications de recherche d'Industrie Canada se met au diapason de l'électronique pour communiquer avec ses abonnés et leur transmettre des documents. Nous vous invitons donc à visiter notre site Web, à l'adresse suivante : <http://strategis.gc.ca/recherche>. Vous trouverez, sur ce site régulièrement mis à jour, la version intégrale et téléchargeable de la plupart de nos documents de recherche.

Dans la deuxième phase de notre passage à la distribution électronique, nous allons transmettre la revue MICRO par courriel. Ce mode de distribution remplacera l'ancien système de transmission par la poste. Comme nous souhaiterions ajouter vos coordonnées à notre liste de distribution électronique, nous vous prions de remplir le formulaire ci-joint et de nous le faire parvenir au plus tard le **15 juin 2003**. À titre d'abonné du service électronique, vous recevrez aussi des avis sur nos nouveaux produits et nouvelles publications.

Nous vous invitons à détacher et à remplir le formulaire que vous trouverez ci-après et à nous le retourner dûment rempli, soit par la poste soit par télécopieur. Nous vous remercions de votre aide à la mise à jour de notre liste de distribution et de l'intérêt que vous manifestez à l'égard de MICRO et de notre programme de recherche.

✂

PUBLICATIONS DE RECHERCHE D'INDUSTRIE CANADA

J'aimerais que l'on m'envoie un courriel lors de la parution des publications suivantes :

(Vous pouvez choisir plus d'une catégorie.)

Documents de travail

Bulletin mensuel du commerce

Documents de discussion

Moniteur du commerce et de l'investissement

Documents hors série

Documents de recherche

MICRO

(Pour obtenir la description de ces publications et produits, veuillez consulter <http://strategis.gc.ca/recherche>.)

Mon adresse de courriel : _____

Je préfère continuer à recevoir la revue MICRO par la poste.

Nom : _____

Organisation : _____

Adresse postale : _____

Veuillez rayer mon nom de la liste d'envoi de la revue MICRO.

Nous vous saurions gré de nous faire parvenir le formulaire dûment rempli d'ici le **15 juin 2003**, afin que vos coordonnées puissent être ajoutées à notre liste de distribution électronique. Veuillez envoyer le formulaire par la poste, à la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, Industrie Canada, 5^e étage Ouest, Ottawa (Ontario), KIA OH5 ou, par télécopieur, au numéro (613) 991-1261.